

## Prépension conventionnelle à partir de 56 ans - 33 - 20

---

CCT relative à la prépension conventionnelle à partir de 56 ans en 2011 et 2012, conclue le 4 mai 2011 au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique.

**Article 1er.** - La présente CCT est conclue conformément à l'Arrêté Royal du 3 mai 2007 instaurant la prépension conventionnelle dans le cadre du Pacte de solidarité entre les générations (MB 08.06.2007), en exécution de l'article 11 § 2 de l'Accord National pour ouvriers de l'industrie chimique 2011-2012 conclu le 4 mai 2011 au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique.

La présente CCT ne s'applique qu'aux entreprises qui en conviennent à leur niveau, par adhésion à la présente CCT sectorielle, soit sous la forme d'une CCT soit sous la forme d'un acte d'adhésion.

La présente CCT a pour objet d'instaurer, pour une durée limitée à la période s'étendant du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2012 inclus et selon les modalités prévues par la CCT n° 17 conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail, un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement.

**Article 2.** - La présente CCT s'applique, conformément à l'article 1<sup>er</sup> ci-avant, aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission Paritaire de l'industrie chimique.

Par "ouvriers", on entend les ouvriers et les ouvrières.

**Article 3.** - La procédure d'adhésion à la présente CCT est définie comme suit :

A. Si l'adhésion s'opère par CCT, elle doit mentionner qu'elle est conclue en exécution de la présente CCT sectorielle; elle sera envoyée pour dépôt au greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale. Une copie de cette CCT sera envoyée au Président de la Commission Paritaire de l'industrie chimique qui en informe les signataires de la présente CCT.

B. Si l'adhésion s'opère par acte d'adhésion, la procédure est la suivante :

L'adhésion se fait par la signification d'un acte d'adhésion dont un modèle est joint en annexe à la présente CCT.

Cet acte d'adhésion doit être communiqué par écrit par l'employeur à chaque ouvrier. Pendant huit jours à partir de cette communication écrite, l'employeur met un registre à la disposition des ouvriers, dans lequel ceux-ci peuvent formuler leurs observations.

Cet acte d'adhésion doit mentionner qu'il est conclu en exécution de la présente CCT sectorielle. Il sera envoyé — après le délai de huit jours susmentionné et avec le registre — pour dépôt au greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale.

Une copie de cet acte d'adhésion ainsi que du registre précité sera envoyée pour information au Président de la Commission Paritaire de l'industrie chimique qui en informe les signataires de la présente CCT sectorielle.

**Article 4.** - Le régime d'indemnité complémentaire visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente CCT est prévu pour les ouvriers :

1° ayant atteint ou atteignant, au moment de la fin de leur contrat de travail et au plus tard le 31 décembre 2012, l'âge de 56 ans ou plus.

6

- 2° satisfaisant aux conditions légales régissant la matière : par conséquent, les ouvriers concernés devront pouvoir justifier de 33 années de carrière professionnelle en tant que travailleur salarié ainsi que de 20 ans au minimum dans un régime de travail tel que visé dans l'article 1<sup>er</sup> de la CCT n°46 conclue au CNT le 23 mars 1990. En outre, les ouvriers concernés devront justifier d'au moins 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise; la CCT ou l'acte d'adhésion pourra porter cette condition d'ancienneté dans l'entreprise à un maximum de 20 ans.
- 3° qui sont licenciés, sauf en cas de motif grave au sens de la législation relative aux contrats de travail.

Les ouvriers concernés seront invités le cas échéant par l'employeur à un entretien prévu à l'article 10 de la CCT précitée n° 17, conclue au CNT; le cas échéant, la procédure de licenciement sera exécutée.

**Article 5.** - Pour les ouvriers concernés, les mêmes dispositions et procédures que celles fixées par la CCT n° 17 précitée conclue au CNT sont d'application.

L'indemnité complémentaire à charge de l'employeur sera calculée comme défini aux articles 6 et 7 de la CCT n° 17 précitée conclue au CNT. Par conséquent, cette indemnité complémentaire sera égale à 50 % de la différence entre l'allocation de chômage et la rémunération nette de référence de l'ouvrier. Pour le calcul de la rémunération nette de référence précitée déterminant l'indemnité complémentaire susmentionnée, la cotisation personnelle des ouvriers à la sécurité sociale est, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, calculée sur 100 % au lieu de 108 % de leur rémunération mensuelle brute plafonnée.

**Article 6.** - L'indemnité complémentaire visée à l'article 4 de la présente CCT est octroyée conformément aux dispositions de la CCT n° 17 du CNT.

**Article 7.** - L'indemnité complémentaire visée à l'article 4 de la présente CCT est payée mensuellement.

Son montant est, conformément à l'article 8 de la CCT n° 17 précitée conclue au CNT :

- lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités d'application en la matière aux allocations de chômage ;
- révisé conformément au coefficient annuel de réévaluation déterminé par le CNT en fonction de l'évolution conventionnelle des salaires.

**Article 8.** - Les ouvriers prépensionnés s'engagent à informer immédiatement leur dernier employeur s'ils reprennent une activité.

S'ils reprennent une activité auprès d'un autre employeur ou en tant qu'indépendant, le paiement de l'indemnité complémentaire susmentionnée est maintenu, conformément aux dispositions de la CCT n°17 précitée conclue au CNT.

S'ils ne reprennent pas une activité, ils fourniront tous les trois mois la preuve qu'ils continuent à bénéficier des allocations de chômage.

**Article 9.** - La présente CCT est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et prend fin le 31 décembre 2012.

Elle sera déposée au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale et la force obligatoire par Arrêté Royal est demandée.

**Annexe à la CCT du 4 mai 2011, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, relative à la prépension conventionnelle à partir de 56 ans en 2011 et 2012**  
**Modèle d'acte d'adhésion conformément à l'article 3 B de la présente CCT sectorielle**

**Prépension conventionnelle à partir de 56 ans en 2011 et 2012 pour les ouvriers ayant 33 ans de passé professionnel en tant que salarié et au minimum 20 ans de prestations dans un régime de travail tel que prévu à l'article 1er de la CCT n° 46 du CNT ainsi qu'au moins 5 ans d'ancienneté <sup>(1)</sup> dans l'entreprise.**

**I. Identité de l'entreprise**

- 1.1. Nom et prénom et raison sociale.....  
1.2. Domicile ou siège social rue/avenue .....n° .....  
code postal..... commune.....  
1.3. Unité technique d'exploitation (siège d'exploitation)  
rue/av..... n°  
code postal..... commune .....
- 1.4. Téléphone .....Fax :  
1.5. Identité du signataire .....  
fonction.....  
1.6. N° de Commission Paritaire.....  
1.7. Numéro d'immatriculation à l'ONSS.....

**II. Déclaration d'adhésion**

Le présent acte d'adhésion est souscrit en exécution de la CCT, relative à la prépension conventionnelle à partir de 56 ans en 2011 et 2012, conclue le 4 mai 2011 au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique et dont une copie est annexée au présent acte d'adhésion.

L'employeur soussigné déclare adhérer à la CCT sectorielle précitée conclue le 4 mai 2011 au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique et couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2012.

**III. Engagements**

L'employeur soussigné atteste que le présent acte d'adhésion a été soumis à la consultation des ouvriers conformément aux dispositions de la CCT précitée.

**IV. Procédure**

Un exemplaire du présent acte d'adhésion sera, après la consultation mentionnée au point III ci-dessus, accompagné du registre mentionné à l'article 3 B de la CCT sectorielle susmentionnée, envoyé pour dépôt au greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale.

Une copie de cet acte d'adhésion ainsi que du registre précité sera envoyée au président de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, qui en informe les signataires de la présente CCT sectorielle.

Fait à ....., le .....  
(signature, identité et fonction du signataire)

<sup>(1)</sup> cette ancienneté de 5 ans dans l'entreprise peut, moyennant une mention expresse par l'employeur dans le point II du présent acte d'adhésion, être portée à maximum 20 ans. Si l'employeur souhaite soumettre l'accès à cette prépension conventionnelle à des conditions supplémentaires, il doit également les mentionner expressément au point II du présent acte d'adhésion.

8

## Conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar - 33 -20

---

CAO betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar in 2011 en 2012 gesloten op 4 mei 2011 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid.

**Artikel 1.** - Deze CAO wordt gesloten in overeenstemming met het Koninklijk Besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het generatiepact (BS 08.06.2007) en in uitvoering van art. 11 § 2 van het Nationaal Akkoord voor arbeiders van de scheikundige nijverheid 2011-2012 gesloten op 4 mei 2011 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid.

Deze CAO is alleen maar van toepassing op de ondernemingen die hiermede op hun niveau instemmen, hetzij onder de vorm van een CAO hetzij onder de vorm van een toetredingsakte tot deze sectorale CAO.

Deze CAO heeft tot doel de inrichting, voor een duur beperkt tot de periode die zich strekt van 1 januari 2011 tot en met 31 december 2012 en overeenkomstig de modaliteiten voorzien in de CAO nr. 17 van 19 december 1974 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen.

**Artikel 2.** - Deze CAO is, overeenkomstig artikel 1 hierboven, toepasselijk op de werkgevers en op de arbeiders van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid.

Met "arbeiders" wordt verstaan: de arbeiders en de arbeidsters.

**Artikel 3.** - De toetredingsprocedure tot onderhavige CAO wordt als volgt vastgesteld:

A. Indien de toetreding gebeurt via een CAO dient deze CAO te vermelden dat hij gesloten is in uitvoering van deze sectorale CAO; hij wordt voor neerlegging verzonden naar de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Een afschrift van deze CAO wordt ter kennisgeving verzonden naar de Voorzitter van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid die er de ondertekenaars van deze CAO van in kennis brengt;

B. Indien de toetreding via toetredingsakte gebeurt, is de procedure als volgt:

De toetreding gebeurt door de betekening van een toetredingsakte, waarvan een model in bijlage aan deze CAO wordt toegevoegd.

Deze toetredingsakte dient door de werkgever aan elke arbeider schriftelijk te worden meegedeeld. Gedurende acht dagen vanaf die schriftelijke mededeling stelt de werkgever een register ter beschikking van de arbeiders waarin zij hun opmerkingen mogen schrijven.

Deze toetredingsakte dient te vermelden dat zij opgemaakt is in uitvoering van deze sectorale CAO. Zij wordt - na de hierboven vermelde termijn van acht dagen en samen met het register - voor neerlegging verzonden naar de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Een afschrift van deze toetredingsakte evenals van het voornoemde register, wordt ter kennisgeving verzonden naar de Voorzitter van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid die er de ondertekenaars van deze sectorale CAO van in kennis brengt.

**Artikel 4.** - De in artikel 1 van deze CAO bedoelde regeling van aanvullende vergoeding wordt voorzien voor de arbeiders die:

1° de leeftijd van 56 jaar of meer hebben bereikt of zullen bereiken op het ogenblik van de beëindiging van hun arbeidsovereenkomst en uiterlijk op 31 december 2012.

- 2° voldoen aan de terzake geldende wettelijke voorwaarden : bijgevolg zullen de betrokken arbeiders een beroepsverleden als loontrekkende van 33 jaar moeten kunnen rechtvaardigen evenals minimaal 20 jaar gewerkt te hebben in een arbeidsregime zoals bedoeld in artikel 1 van de CAO nr. 46 gesloten op 23 maart 1990 in de Nationale Arbeidsraad. Bovendien zullen de betrokken arbeiders ten minste 5 jaar anciënniteit in de onderneming moeten bewijzen; de collectieve arbeidsovereenkomst of de toetredingsakte kan deze anciënniteitsvoorwaarde in de onderneming brengen op maximaal 20 jaar.
- 3° ontslagen worden, behoudens wegens dringende reden zoals bedoeld in de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De betrokken arbeiders zullen desgevallend door de werkgever uitgenodigd worden tot een onderhoud zoals voorzien in artikel 10 van de voornoemde CAO nr. 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad. Er zal, desgevallend, tot de ontslagprocedure worden overgegaan.

**Artikel 5.** - Voor de betrokken arbeiders gelden dezelfde voorwaarden en procedures als deze bepaald in de voornoemde CAO nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad.

De aanvullende vergoeding ten laste van de werkgever zal berekend worden zoals bepaald in de artikelen 6 en 7 van de voornoemde CAO nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad. Bijgevolg zal deze aanvullende vergoeding gelijk zijn aan 50 pct. van het verschil tussen de werkloosheidsuitkering en het netto referteloon van de arbeiders. Voor de berekening van het voornoemd netto referteloon tot bepaling van de hoger vermelde aanvullende vergoeding wordt, vanaf 1 januari 2004, de persoonlijke sociale zekerheidsbijdrage van de arbeiders berekend op 100% in plaats van 108% van hun begrensde bruto maandloon.

**Artikel 6.** - De in artikel 4 van deze CAO bedoelde aanvullende vergoeding wordt overeenkomstig de bepalingen van de CAO nr. 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad toegekend.

**Artikel 7.** - De in artikel 4 van deze CAO bedoelde aanvullende vergoeding wordt maandelijks uitbetaald.

Dit bedrag wordt, overeenkomstig artikel 8 van de voornoemde CAO nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad:

- gebonden aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen volgens de modaliteiten die van toepassing zijn inzake werkloosheidsuitkeringen ;
- herzien overeenkomstig de herwaarderingscoëfficiënt door de Nationale Arbeidsraad jaarlijks vastgesteld, in functie van de evolutie van de regelingslonen.

**Artikel 8.** - De betrokken bruggepensioneerde arbeiders verbinden zich ertoe hun laatste werkgever onmiddellijk in te lichten indien zij een activiteit hernemen.

In geval van werkhervatting bij een andere werkgever of als zelfstandige zal de hogergenoemde aanvullende vergoeding, overeenkomstig de bepalingen van de voornoemde CAO nr. 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, doorbetaald worden.

Indien zij het werk niet hernemen zullen zij om de drie maand het bewijs voorleggen dat zij van de werkloosheidsuitkeringen blijven genieten.

**Artikel 9.** - Deze CAO wordt gesloten voor een bepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 januari 2011 en eindigt op 31 december 2012.

Deze CAO zal worden neergelegd ter griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg en de algemeen verbindende kracht bij Koninklijk Besluit wordt gevraagd.

**Bijlage aan de CAO van 4 mei 2011, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar in 2011 en 2012.**

**Model van toetredingsakte overeenkomstig artikel 3 B van deze sectorale CAO**

**Conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar in 2011 en 2012 voor de arbeiders met 33 jaar beroepsverleden als loontrekkende en minimaal 20 jaar prestaties in een arbeidsregime zoals bedoeld in art. 1 van de CAO nr. 46 van de NAR evenals minstens 5 jaar anciënniteit <sup>(1)</sup> in de onderneming.**

**I. Identiteit van de onderneming**

- 1.1. Naam en voornaam of firmanaam .....
- 1.2. Woonplaats of sociale zetel straat/laan .....nr. ...  
postnummer ..... gemeente .....
- 1.3. Zetel technische bedrijfseenheid (exploitatiezetel)  
straat/laan ..... nr. ...  
postnummer ..... gemeente .....
- 1.4. Telefoon .....
- 1.5. Identiteit van de ondertekenaar .....  
functie .....
- 1.6. Nr. Paritair Comité .....
- 1.7. Inschrijvingsnummer bij de RSZ .....

**II. Toetredingsverklaring**

Deze toetredingsakte wordt onderschreven in uitvoering van art. 3 B van de sectorale CAO betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan gesloten op 4 mei 2011 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid en waarvan een kopij bijgevoegd is bij deze toetredingsakte.

De ondergetekende werkgever verklaart toe te treden bij voornoemde sectorale collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 4 mei 2011 in de schoot van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid en die de periode van 1 januari 2011 tot 31 december 2012 dekt.

**III. Verbintenissen**

De ondergetekende werkgever bevestigt dat deze toetredingsakte ter raadpleging aan de arbeiders werd voorgelegd overeenkomstig de bepalingen van voornoemde CAO.

**IV. Procedure**

Een exemplaar van deze toetredingsakte wordt, na de in punt III hierboven vermelde raadpleging, samen met het register vermeld in art. 3 B van de bovenvermelde sectorale CAO, voor neerlegging verzonden naar de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Een afschrift van deze toetredingsakte wordt, samen met een afschrift van het voornoemd register, ter kennisgeving verzonden naar de voorzitter van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid die er de ondertekenaars van deze sectorale CAO van in kennis brengt.

Opgemaakt te....., op.....  
(ondertekening, identiteit en functie van de ondertekenaar)

---

<sup>(1)</sup> Deze anciënniteit van 5 jaar in de onderneming mag door de werkgever, mits een uitdrukkelijke vermelding door de werkgever in punt II van deze toetredingsakte, tot maximum 20 jaar worden gebracht . Indien de werkgever de toegang tot dit conventioneel brugpensioen afhankelijk wenst te maken van supplementaire voorwaarden dient hij ze eveneens uitdrukkelijk te vermelden in punt II van deze toetredingsakte.